

GRÈVE DES PRATICIENS DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Largement suivie, estime le SNPSP

*La grève d'une journée des praticiens de la santé publique a été largement suivie, selon le Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP), auteur de l'appel à ce débrayage.*

**M. Kebci-Alger (Le Soir)** - Selon le secrétaire général du SNPSP, ce mouvement de grève a été largement suivi puisque le taux national approchait à la mi-journée, les 74%. Un seuil qu'il jugera acceptable, se réjouissant de l'écho qu'a rencontré ce mot d'ordre, notamment dans la capitale où, pour la première fois, le taux a atteint les 71% avec, précisera Naoufel Chibane, près d'une vingtaine d'éta-

blissements de santé complètement paralysés. Et pas que dans la capitale, puisque notre interlocuteur citera le pic enregistré à Mila, à l'est du pays, 80% à Setif et autant à Blida, au centre du pays.

Ce débrayage, limité à une journée se veut, selon le responsable du SNPSP, comme une riposte au silence de la tutelle à l'endroit de leurs revendications et surtout comme un avertissement, l'ultime,

avant que les choses sérieuses ne commencent au tout début de la nouvelle année.

A noter que la tutelle a tenté de faire avorter cette grève en conviant le SNPSP, dimanche dernier, à une rencontre qui se voulait de conciliation. Mais il n'en fut rien puisque le Syndicat des praticiens de la santé publique qualifie cette entrevue d'infroctueuse pour n'avoir pas consacré, selon ses responsables, la prise en charge de l'essentiel des revendications socioprofessionnelles de la corporation.

Le syndicat, déterminé à faire aboutir cette plateforme de revend-

cations qui attend depuis deux ans, maintient, pour ce faire, son conseil national en session ouverte depuis le 6 du mois en cours. Des revendications dont l'amendement du décret exécutif 09-393 du 24 novembre 2009 portant statut particulier, notamment son article 19, dont il est revendiqué l'application immédiate. Aussi, le SNPSP compte ester en justice le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière à l'effet, dira encore notre interlocuteur, «de faire respecter justement ce statut particulier, notamment ses articles 19 et 27». Deux articles portant sur la

gestion de carrière des praticiens de la santé publique ; l'article 19 permettant, en effet, de passer automatiquement au grade 2 après 10 ans d'expérience.

Les praticiens de la santé publique plaident, également, pour l'amélioration des conditions de travail au vu, estiment-ils, de la dégradation de la sécurité dans les enceintes hospitalières. Une insécurité qui, si elle venait à persister, quand on sait que 70% du personnel est féminin, dicterait inévitablement l'arrêt du travail, notamment en ce qui concerne les gardes de nuit, avertissent-ils.

**M. K.**

L'ÉTAT S'ENGAGE À RÉDUIRE CETTE FACTURE

L'importation du marbre représente 64 millions de dollars

*En 2010, l'Algérie a importé pour 64 millions de dollars de marbre et pierres décoratives, une facture que l'Etat cherche à réduire, en soutenant les opérateurs nationaux et en œuvrant à valoriser l'important potentiel national en pierres naturelles locales.*

**Chérif Bennaceur – Alger (Le Soir)** -

La production nationale de marbres et de pierres décoratives ne couvre que 25% des besoins nationaux, indiquait hier le ministre de l'Energie et des Mines, Youcef Yousfi, dans une allocution lue en son nom par le président du Conseil d'administration de l'Agence nationale de la géologie et du contrôle minier (ANGCM), lors d'une journée dédiée à la promotion de ces pierres ornementales. Ainsi, 75% de la demande nationale est couverte par l'importation de pierres naturelles, une facture estimée en 2010 à 6 milliards de dinars (environ 64 millions de dollars) dont 25% concernent les granulats. Une facture que l'Etat entend néanmoins réduire en œuvrant à promouvoir et valoriser l'important potentiel national en marbre, malheureusement

«sous-exploité», selon Youcef Yousfi. Il s'agit donc de mieux faire connaître le potentiel immense en pierres naturelles locales exploitables, d'intensifier les efforts de marketing adéquat et d'encourager l'émergence d'une industrie marbrière nationale, tant publique que privée. Voire pallier le déficit en matière d'investissements dans le domaine de la valorisation du potentiel productif ou de transformation du marbre local, et augmenter le nombre d'intervenants, actuellement très faible. A ce titre, le Conseil des participations de l'Etat (CPE) a donné son aval, rappelle le président de l'ANGCM, Mohamed Tahar Bouarroudj, pour l'assainissement de la situation financière des entreprises publiques du secteur et le financement de leurs programmes d'investissement et de modernisation. Ainsi, l'Entreprise nationale du marbre (Enamabre) qui produit actuellement 12 500 m³ de blocs marbriers, 60 000 m² de dalles et carreaux et 180 000 tonnes de dérivés, a bénéficié d'un appui de 210 milliards de centimes. Ce montant est destiné à la mise en œuvre d'un programme étalé sur trois ans portant sur le renforcement de ses équipements, la

modernisation des carrières et l'intensification de la production.

Du marbre a été exporté en 2012

A ce propos, l'on note la modernisation de la carrière de Skikda (Djebel Filfila) ainsi que la réouverture de la carrière de Krystel (est d'Oran), après une fermeture de plusieurs années. Ce qui a permis, comme le relèvent le président de l'ANGCM et le premier manager de l'Enamabre, M. Bellaribi, d'enclencher en 2012 les premières exportations de blocs de marbre rouge, rose et jaune pour une valeur de 100 000 euros, vers l'Espagne, l'Italie et la Tunisie. De même, l'Entreprise nationale des granulats (ENG), qui dispose de trois carrières situées à l'ouest du pays et produit une dizaine de types de granulats et pierres ornementales, s'est engagée dans une dynamique de modernisation. Et cela même si l'ENG n'a bénéficié d'aucune aide comme le précise son président-directeur général, Djelil Mohamed Sayeh. Ainsi, cette entreprise, qui produit actuellement 5 000 m³ de blocs et 20 000 m² de carreaux et dalles, envisage de doubler cette capacité à 10 000 m³ et 50 000 m². A ce titre,

l'ENG a engagé sur fonds propres, des investissements de l'ordre de 400 millions de dinars en 2012 et de 200 millions de dinars en 2013. Objectif, améliorer la part de marché de cette entreprise, actuellement très faible. Un souci de valoriser le patrimoine marbrier national également attendu par le secteur privé, le président de l'ANGCM relevant que l'Enamabre a été incitée à se rapprocher des importateurs et distributeurs privés.

Concernant le commerce du marbre durant l'Antiquité

Notons qu'à l'occasion de cette journée, une étude scientifique sur le marché des marbres algériens durant l'Antiquité a été présentée par des chercheurs américains, le Dr Annewies Van Den Hoek (Université de Harvard) et le Dr John Hermann, conservateur au Museum of Fine Arts de Boston. Grâce à deux missions effectuées en 2006 et 2008 dans les carrières de marbres (Filfila, Cap-de-Garde et Mahouna...), des sites archéologiques (Cherchell, Hippo Regius...) et des musées (Guelma), ces deux chercheurs ont abordé sous l'angle scientifique, le commerce du marbre algérien blanc et de couleur en Afrique du Nord et en Méditerranée orientale. Un commerce où l'importation et l'exportation dominant selon la nature du marbre algérien et sa vocation architecturale ou sculpturale, laisse-t-on entendre. Néanmoins, un marbre algérien dont des morceaux se retrouvent même aux Etats-Unis, notamment dans la façade du Chrysler Building à New York, comme le relèvera le Dr Van Den Hoek qui note que ce marbre est originaire de Bou Hanifia, même s'il est réputé être du Maroc.

**C. B.**

Rectificatif

Une erreur malencontreuse s'est glissée dans l'article paru dans l'édition d'hier, en page 5 et intitulé : «Concession des terres agricoles : Déjà 350 000 actes domaniaux établis». Au lieu de 350 000 actes domaniaux établis, comme transcrit dans le titre et la première ligne, il fallait lire «35 000 actes domaniaux établis». Nos excuses à M. Himour Mohamed, Directeur général du Domaine national, et aux lecteurs.

**C. B.**

ASSAINISSEMENT DU DOMAINE MINIER NATIONAL

400 mises en demeure adressées

*Quatre cents mises en demeure ont été adressées en 2012 à des opérateurs miniers pour infractions, selon le président du conseil d'administration de l'Agence nationale de géologie et du contrôle minier (ANGCM).*

Tout en ne précisant pas les motifs de ces mises en demeure et l'identité des concernés, Mohamed Tahar Bouarroudj a rappelé que l'ANGCM, et par delà le secteur de l'énergie et des mines, a engagé une vaste opération d'assainissement du domaine minier.

Certes, des dispositions coercitives sont prévues par la réglementation mais ne relèvent, cependant, pas des prérogatives de l'agence, précise son président, d'autant que c'est l'Agence nationale du patrimoine minier (ANPM) qui est habilitée à procéder au retrait des titres miniers. Selon M. Bouarroudj, l'essentiel est d'œuvrer à sensibiliser les divers intervenants dans ce domaine. A ce titre, le président de l'ANGCM

indique qu'une série de regroupements régionaux a été lancée, en vue de dresser un diagnostic exact dans le domaine de l'exploration et l'exploitation minières.

Lancement de la 37<sup>e</sup> session d'adjudication

Concernant justement l'exploration minière, essentiellement de calcaires, d'argiles et de sables, l'Agence nationale du patrimoine minier (ANPM) vient, par ailleurs, de lancer un appel d'offres national et international pour l'adjudication de vingt sites miniers. La 37<sup>e</sup> du genre, cette adjudication porte sur l'exploration de 20 sites miniers, répartis sur 12 wilayas.

Ces sites contiennent des substances minérales industrielles (calcaires, argiles, sables, grès et tuf) destinées pour les granulats et sables concassés, les produits rouges, la verrerie et les travaux publics. Notons à ce titre que l'opération de retrait des cahiers des charges a commencé dès le 17 décembre dernier auprès de l'ANPM et se poursuivra jusqu'au 16 janvier 2013. La date

de dépôt et d'ouverture publique des plis des soumissions des offres techniques relatives à cette mise en adjudication a été fixée au 17 janvier prochain.

Les soumissions sont conditionnées

Seuls les soumissionnaires sélectionnés à l'issue de cette première étape pourront présenter leur offre financière, dont l'ouverture publique des plis s'effectuera le 7 février prochain. L'ANPM indique que la capacité de production des gîtes de calcaires doit être au minimum de 5 000 tonnes par an. En outre, ne peuvent prétendre à soumissionner pour les substances minérales, indique l'ANPM, que les personnes morales disposant d'une unité de production de produits rouges ou de production de verre ou justifiant d'un projet d'investissement dans le domaine considéré, avec un degré de maturation jugé suffisant ainsi que des capacités financières suffisantes pour concrétiser dans les meilleurs délais leurs projets.

**C. B.**

PRIX ALGÉRIEN DE LA QUALITÉ

L'Entreprise de céramique-Ghazaouet lauréate

*Le prix algérien de la qualité a été décerné, hier, à l'Entreprise de céramique de Ghazaouet par Chérif Rahmani, ministre de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement.*

**F-Zohra B. Alger (Le Soir)** - Pour le prix algérien de la qualité dans sa dixième édition, et hormis le premier lauréat, deux autres prix ont été décernés à des entreprises.

Il s'agit du prix de l'innovation revenu à l'Entreprise des études techniques de Sétif ainsi que du prix d'encouragement qui a été attribué à deux entreprises que sont la société de la maintenance de l'Est et à la société Mediterranean Glass.

Parmi la trentaine de candidats, 25 ont répondu aux critères d'éligibilité au prix. L'évaluation s'est déroulée en

deux étapes par deux équipes d'évaluateurs. Les organisateurs ont expliqué que deux délibérations du jury, présidé par M. Derkaoui, P-dg du

groupement Saidal, ont été établies dans un souci d'équité. Selon les responsables du ministère de l'Industrie, le référentiel du concours a cependant été revu pour cette édition. Ceci suite à des écarts importants enregistrés lors des évaluations ainsi qu'aux

lacunes constatées dans la formation des évaluateurs. Désormais, selon les organisateurs du concours, les critères seront plus sévères. Le prix algérien de la qualité récompense chaque année les meilleures pratiques des organismes et entreprises, sur la base

du référentiel national de qualité. Le lauréat est distingué par la remise d'un diplôme d'honneur, d'un trophée honorifique et d'une récompense pécuniaire. Ainsi, l'Entreprise de céramique de Ghazaouet a reçu une récompense de deux millions de dinars.

**F-Z. B.**

INDUSTRIE MÉCANIQUE ET AUTOMOBILE

Trente entreprises de sous-traitance parties prenantes

Intervenant hier en marge de la remise du prix de la qualité, le ministre de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement, Chérif Rahmani, a annoncé que trente entreprises spécialisées dans la sous-traitance en mécanique participeront aux projets de l'industrie mécanique et automobile. Ces der-

niers sont réalisés avec des partenaires américains et français. Cela est notamment le cas pour l'usine de Constantine pour la fabrication de tracteurs par l'américain Massey-Fergusson entrée en activité ce lundi, ou la future usine Renault pour l'industrie automobile. Des formations sont ainsi prévues aussi bien

sur le plan de la fabrication qu'au niveau de la sous-traitance, a assuré le ministre. Ce seront des centres de formation qui enseigneront ces spécialités, a souligné Chérif Rahmani, évoquant principalement l'industrie automobile.

**F-Z.B.**